

Les comités interministériels et les Partis politiques:

EST-CE LE DÉBUT DE LA CONCERTATION ?

C'est à l'Assemblée Nationale, dans l'un de ses bâtiments annexes que la rencontre a eu lieu, ce mardi 4 octobre 2005 de 14H à 16H, entre le ministre-secrétaire général de la présidence du CMJD, Habib Ould Hemett qui dirigeait la séance, les trois comités interministériels et une première vague de dix partis politiques convoqués en vue de la préparation de la concertation prévue à la restitution des travaux de ces trois comités, conformément au décret du Premier-ministère N°2005-077/PM instituant le Comité Interministériel chargé du processus de transition démocratique. Etaient donc présents côté Gouvernement, MM. Abdi Ould Horma, Secrétaire d'Etat à l'Etat Civil, ministre de l'Intérieur par intérim, Mahfoudh Ould Bettah, ministre de la Justice, Mohamed Ould El Abed, ministre des Affaires Economiques et du

Développement, respectivement en charge des comités interministériels pour le processus de transition démocratique, la justice et la bonne gouvernance et le Commissaire aux Droits de l'Homme, à la Lutte Contre la Pauvreté et à l'Insertion (CDHLCPI). Côté formations politiques, la convocation avait concerné les dix premiers-nés parmi les partis politiques. Le premier, le RDU était représenté par son président Ahmed Ould Sidi Baba, suivi du PRDS dont le Secrétaire général Boullah Ould Mogueya fera le déplacement à l'image de Mamouni Ould Moctar M'Bareck président du PCDM, Ba Mamadou Alassane pour le PLEJ, Itewel Oumrou Ould Hmeida, Secrétaire général de l'UPC, l'UFP par son 4ème vice-président, Khalilou Ould Dedde alors que l'APP, le PMRC et le PTUN seront représentés par des membres de leurs directoires.

Lire page 3



Le SG du CMJD et le PM à l'ouverture des travaux des commissions

Seule manquera à l'appel l'UDP qui, contactée par nos soins, affirmera qu'elle est convoquée pour le mercredi 5 octobre à 15H.

Les comités se sont inspirés des expériences voisines

Ainsi donc, les neuf partis politiques représentés plancheront avec les Ministres, les commissions techniques et le président de la séance, M. Habib Ould Hemett, sur l'ordre du jour de la réunion, lequel portait sur le cadre de concertation le mieux adapté pour débattre des travaux de ces trois commissions interministérielles.

D'emblée, le ministre-secrétaire général de la présidence du CMJD, Habib Ould Hemett informera les représentants des partis politiques que les trois comités interministériels sont en train de boucler leurs rapports et ce 20 jours avant le délai prévu. Ces rapports vont être soumis au Gouvernement et au Conseil Militaire pour examen et ensuite à la concertation avec les partis politiques et la société civile vers le 25 octobre.

La rencontre d'aujourd'hui cherche à comprendre quel cadre de concertation les partis politiques proposent-ils, pour penser ensemble une méthodologie de travail à même de garantir le meilleur résultat au sortir de cette concertation. Car, les trois comités interministériels, qui avaient démarré leurs activités le 27 août dernier pour un délai maximum de 60 jours, (soit le 27 octobre 2005), ont déjà achevé ou presque leurs travaux, les commissions techniques s'étant beaucoup inspirées des expériences de pays

voisins. Les comités pour la transition démocratique et celui en charge de la justice auraient pratiquement bouclé leurs rapports, celui de la bonne gouvernance ayant dû surmonter quelques difficultés. Mais même achevés, les rapports définitifs ne seront remis aux partis politiques que dans trois semaines, - ce qui est dans les délais- parce qu'ils doivent être d'abord soumis au CMJD et au Gouvernement auxquels revient, osons-nous dire, la primeur de l'information, les retouches, suggestions et amendements des partis politiques devant être les dernières idées à récupérer. Cela est d'autant plus vrai qu'il a été signifié à ces partis politiques, au cours de cette rencontre, que leurs propositions doivent parvenir par écrit aux différents comités interministériels.

Des partis demandent de l'argent

Il n'empêche que pendant cet échange de points de vue, les représentants des partis politiques ne se priveront pas de commentaires. Au RDU et au PRDS, on souhaite que la concertation soit élargie à des personnalités nationales dont l'apport ne sera pas négligeable. A l'UFP, on estime que la création d'un forum ou d'une assemblée générale de la société civile pour discuter de l'ensemble des questions notamment de la transition démocratique, de la réforme de la justice et de la bonne gouvernance ainsi que des questions nationales serait une idéale. Cela permettra, selon l'UFP de créer un comité de suivi qui travaillera avec les trois comités interministériels. Au PCDM, on semble convaincu que le PRDS dispose de près d'un milliard d'ou-

guiya dans ses comptes et que beaucoup de nominations au Gouvernement et dans l'administration continuent à lui profiter. Ainsi, ajoute son président Mamouni Ould Moctar Mbareck, il faut impérieusement changer l'administration et trouver des financements aux petits partis sinon le PRDS risque de faire un raz-de-marée aux prochaines élections. Pour l'UPC, on insistera sur le fait que les populations de l'intérieur sont très peu ou mal sensibilisées sur la nécessité d'accompagner et faire réussir cette phase de transition, mais que les partis politiques n'ont pas les moyens financiers pour accomplir cette mission qui leur revient en premier, en tant qu'acteurs politiques. C'est pourquoi, il est nécessaire de les soutenir par des subventions afin de pouvoir sillonner le pays et prêcher la bonne parole et du coup participer activement à la réussite de cette transition démocratique. Vraisemblablement, la suggestion de l'UFP aurait été appréciée, surtout que bien des représentants des formations politiques présentes ont peu parlé, comme ce fut le cas du président du PLEJ, porte-parole d'un groupe de onze formations politiques dénommé le "Bloc des Partis pour le Changement" et dont les interventions avaient toujours été marquées par une méchante sortie contre le pouvoir déchu traité de dictature sanguinaire et mettaient en avant le règlement du passif humanitaire, mais qui aura tout "oublié" devant ces trois comités de la justice, de la transition et de la bonne gouvernance.

Une rencontre passée sous silence

Un oubli qui fera ses émules dans les médias officiels aussi bien à la Radio, à la Télévision nationale que dans les deux éditions quotidiennes Chaab et Horizons, lesquels oublieront de rendre compte de cette rencontre. Pas un mot n'a été rapporté sur cette réunion, pourtant très attendue, dans les médias de l'Etat, même si la concertation, la grande, entre les partis politiques, la société civile et le Gouvernement sur les résultats des travaux des trois comités n'interviendra que vers la fin du mois.

Erreur ou omission volontaire, c'est ce que nous saurons dès aujourd'hui, sachant que la seconde vague des partis politiques a été convoquée ce mercredi à 15H et que le reste, y compris la société civile, suivra. Les médias officiels prendront-ils la photo ?

Quoiqu'il en soit, les partis politiques qui se plaignaient de ne pas être associés aux comités interministériels se voient maintenant convoqués par ceux-ci pour proposer le cadre de concertation qui serait le plus adapté pour débattre de toutes les questions posées.

Espérons seulement que les partis politiques ne perdront pas de temps à trouver ce cadre, eux qui se sont toujours mal entendus, mal compris ! Surtout que leurs suggestions parviendront par écrit et que partant, il y aurait fort peu de place pour la parole. Mais en ayant tout leur loisir pour écrire leurs propositions, ils devront au moins bien les penser !

MOHAMED OULD KHATTAT